Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

19 janvier 2005
N°252 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

LES ÉTATS-UNIS MINÉS DE L'INTÉRIEUR

La chute du dollar s'accentue

Si la baisse du dollar n'affecte pas l'économie des États-Unis qui en impriment autant que nécessaire sans rapport avec leur production intérieure ni considération de leurs déficits, il n'en est pas de même pour les pays « dollarisés » d'Amérique latine. C'est donc dans la plus grande discrétion qu'un État comme le Chili vient de décider de libeller ses bons du trésor en euro ou que Cuba a décidé de convertir intégralement ses échanges en euros. Inexorablement, le dollar cesse d'être la monnaie mondiale.

page 2

Mentir sur le mobile pour cacher le crime

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

David Frum se montre rassurant concernant la pénurie de pétrole disponible à moyen terme : Cela fait 30 ans que l'on évoque cette possibilité, mais elle est toujours repoussée par la découverte de nouveaux gisements, et d'autres sources d'énergie prendront la relève. L'ancien rédacteur des discours du président Bush vise en fait à rassurer ses lecteurs sur un autre sujet : il n'y a pas de motif pétrolier à la guerre d'Irak puisque le pétrole est abondant.

page 6

REPÈRE : 1 FÉVRIER 1968

Exécution en « live » à Saigon

Alors que l'offensive du Têt fait rage et que le VietCong semble l'emporter, le général Nguyen Ngoc Loan, directeur de la police nationale du Sud-Vietnam invite des journalistes à une visite guidée de son secteur. Croisant une patrouille qui vient d'arrêter un civil anonyme, soupçonné d'être un chef communiste, Loan l'exécute d'une balle dans la tête devant le photographe Eddie Adams et le caméraman de NBC Vo Suu qui immortalisent la scène. Le film de l'exécution passera en boucle à la télévision aux États-Unis et en Europe et la photo sera publiée des millions de fois. Ils contribueront à déterminer l'oppinion publique contre la guerre du Vietnam. Grâce à l'entremise de Ronald Reagan, Loan se réfugiera aux États-Unis, évitant un procès pour crimes de guerre. Il y mourra d'un cancer en 1998.
Photo : http://www.wellesley.edu/Polisci/wj/Vietimages/vcexec.htm ■

IYAD ALLAOUI CRIMINEL DE GUERRE ?

Le quotidien australien *Sydney Morning Herald* a publié des témoignages, en juillet 2004, affirmant qu'Iyad Allaoui avait abattu de sang froid sept prisonniers lors d'une visite d'un poste de police, quelques jours seulement avant d'être nommé premier ministre de l'Irak par la puissance d'occupation. Ces témoignages décrivaient les prisonniers comme menottés, les yeux bandés face à un mur de prison. Iyad Allaoui aurait démandé un revolver et les aurait abattus d'une balle dans la tête, en tuant six et en blessant gravement un autre, avant de déclarer : « *Voilà comment il faut s'occuper des terroristes* ».
Seules quelques agences ont repris l'histoire, alors que la presse états-unienne en restait prudemment à l'écart, l'estimant probablement trop énorme compte tenu de la situation. Jon Lee Anderson, envoyé à Bagdad pour *The New Yorker*, a décidé de briser la glace dans la dernière édition du magazine. Il affirme ainsi avoir recueilli un nouveau témoignage confirmant chaque détail, cette fois en provenance d'un responsable états-unien, par l'intermédiaire d'un ancien ministre jordanien. ■

Les États-Unis minés de l'intérieur

La chute du dollar s'accentue

Si la baisse du dollar n'affecte pas l'économie des États-Unis qui en impriment autant que nécessaire sans rapport avec leur production intérieure ni considération de leurs déficits, il n'en est pas de même pour les pays « dollarisés » d'Amérique latine. C'est donc dans la plus grande discrétion qu'un État comme le Chili vient de décider de libeller ses bons du trésor en euro ou que Cuba a décidé de convertir intégralement ses échanges en euros. Inexorablement, le dollar cesse d'être la monnaie mondiale.

La dévaluation du dollar fait vaciller les « économies émergentes » d'Amérique latine, dépendantes de l'hégémonie américaine et du modèle pseudo-libéral, c'est ainsi que pratiquement tous les pays sont impactés. La crise structurelle annonciatrice de l'effondrement du système monétaire en vigueur depuis les « accords de Bretton Woods » dans l'immédiate après-guerre est totalement occultée par la plupart des grands médias nationaux des pays de la région.

Le Conseil des ministres colombien a décidé, le 21 décembre 2004, un remboursement d'impôts aux exportateurs qui ont essuyé des pertes après la chute de 17 % du dollar face au peso colombien durant l'année écoulée. La première idée a été d'acheter des dollars pour en revaloriser le prix sur le marché financier local, mettre en œuvre des « plans sociaux » et engager des

restructurations. Le président Alvaro Uribe envisager de fixer par décret le taux de change pour s'assurer que sa monnaie demeure faible, favorisant ainsi l'exportation au détriment des salaires.

L'économiste Pablo Rosselli, de Tea, Deloitte et Touche, a assuré que « *depuis le mois de mai, le cours du dollar au Brésil a chuté de manière ininterrompue, pour se situer après la baisse enregistrée ces derniers jours dans ses niveaux les plus faibles depuis juin 2002 (...) Si nous prenons comme référence la clôture d'hier (21 décembre), le taux de change reflète une baisse de 17 % au cours des sept derniers mois* ».

Au Chili, les entreprises exportatrices ont fait part de leurs craintes au premier semestre, mais personne ne les a entendues. Toutefois celles-ci se sont rapidement estompées, les profits du secteur s'étant avérés spectaculaires pour cette année, en raison notamment de l'action du président qui a entre autres obtenu l'accès aux marchés états-unien et européen. Le gouvernement de Ricardo Lagos a commencé discrètement à libeller ses bons du Trésor chiliens en euros plutôt qu'en dollars, sur les marchés internationaux ; une information passée sous silence par la grande presse locale. Les pays de l'OPEP envisagent depuis deux ans de passer a l'euro. Le seul pays latino-américain a avoir pris une décision radicale cette année a été Cuba, qui a adopté exclusivement l'euro et dont les exportations ont augmenté de 37 % en 2004.

Le marché monétaire international est aussi cruel que le marché local. Les banques centrales achètent des dollars, désespérément, avec l'espoir inutile de freiner une crise qui a commencé bien au-delà de ses frontières, une dynamique qui n'est pas le fait de la Réserve Fédérale, ni du le gouvernement de Washington, mais des économies qui soutiennent, en dernier ressort, le déficit commercial abyssal du pays, à savoir : la Chine, la Corée du Sud, le Japon, l'Asie du Sud-Est, l'Inde, l'Europe, etc....

Le dollar est devenu « *un tigre de papier* » qui vit à crédit et du chantage qu'il fait aux pays « *captifs* » car détenteurs de bons du Trésor [1]. De fait, s'ils vendent massivement, leurs économies s'effondrent également. Washington parie que personne ne se risquerait à ce hara-kiri monétaire.

On s'approche chaque jour un peu plus de l'effondrement pronostiqué pour l'année 2005 par le journaliste économique William Engdhal. Tout comme le dollar a supplanté la livre sterling dans la première moitié du siècle dernier, nous assistons aujourd'hui à la revanche européenne de l'euro, la future monnaie mondiale, dont la cotation en un peu plus d'un an est passée de 0.80 à 1.30 dollar, soit une appréciation plus de 60 %, et le mouvement ne cesse de s'amplifier.

Au cours des neufs derniers mois, le dollar a perdu le quart de sa valeur face à l'euro. Entre autres effets, cela signifie que les réserves des banques centrales ont été réduites à 75 % de leur valeur originale et que les pays détenteurs de bons du Trésor des USA -- comme la Chine et la Corée du Sud - risquent toujours plus en possédant de vulgaires papiers qui nuisent et mettent en danger leurs économies. Cela signifie par ailleurs qu'une ressource naturelle non renouvelable qui vaut nominalement, par exemple, quarante dollars, en

vaut réellement trente, il en va ainsi pour le pétrole.

Le scénario d'un plus que probable effondrement, est porté par la politique menée par les États-Unis [2]. La conquête de l'Irak, en vue de mettre la main sur ses ressources pétrolières ne produit pas les profits simplistes qu'attendaient d'éminents « intellectuels », tels que George W. Bush et Donald Rumsfeld. Bien au contraire, le déficit budgétaire augmente parce que les guerres sont financées par le déficit qui, en retour, alimente la machine économique. Le sang versé se transforme en billets verts [3].

Le gouvernement républicain puise ses recettes chez les classes moyennes et basses de la population tout en baissant les impôts des plus riches, de sorte que l'État continue à dépenser beaucoup plus qu'il ne recouvre. Et Bush ne changera pas de politique fiscale. Tout au plus, il procèderait à un ajustement qui par ailleurs pourrait freiner la récupération précaire de son économie. Par conséquent, une augmentation de l'endettement est plus que garantie. Le sort du dollar est jeté : « *une chute inéluctable"* »

Mais la grande question est pourquoi le gouvernement des USA ne prend aucune mesure sérieuse pour empêcher la chute de sa monnaie ? Simplement parce qu'il cherche à en tirer profit : il allège ainsi indéfiniment le poids de sa dette, dans ce qu'il convient de qualifier de grande escroquerie universelle. L'irresponsabilité de ce pays belliqueux entraîne aussi l'Europe dans sa chute, en dépit de la bonne tenue de l'euro, précisément parce que les économies sont globalisées et interconnectées

Nouveau record historique de l'euro

L'euro, la monnaie commune de la zone euro, a établi aujourd'hui un nouveau record historique à 1.3484 dollars pour un euro, à quelques jours de l'anniversaire des 6 ans de sa création.

La devise, qui devient une alternative crédible au dollar, est repartie à la hausse durant la période des fêtes de fin d'année, dans une période où on attendait peu de volatilité en raison du faible volume d'opérations.

La récente publication de données macro-économiques positives aux États-Unis n'a pas pu freiner l'ascension de la monnaie unique, qui en définitive résulte de la faiblesse du dollar, provoquée par le déficit fiscal abyssal et les comptes courants des États-Unis.

Des experts signalent que l'économie américaine a besoin d'une devise faible pour ralentir ses exportations et l'aide à obtenir, chaque fois plus, un solde positif au demeurant peu probable de sa balance des paiements.

Ernesto Carmona
Journaliste et écrivain chilien

---

[1] « Le dollar, talon d'Achille des USA », *Voltaire*, 4 avril 2003.

[2] « La guerre comme seule alternative à la crise économique », *Voltaire*,8 janvier 2004.

[3] « L'économie de la guerre en Irak » par Arthur lepic, *Voltaire*, 24 novembre 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

FOCUS

Mentir sur le mobile pour cacher le crime

Analyse

Le professeur Richard Kohn glose dans le *Washington Post* sur le caractère fondateur du second mandat Bush. Il appartient au président de fixer les modalités d'une guerre de longue haleine, à la manière dont Harry Truman a déterminer les règles de la Guerre froide.

Au cours d'un très long entretien au *Washington Post*, le président George W. Bush aborde quelques aspects des relations internationales. Considérant que les électeurs ont approuvé les choix de son premier mandat en le reconduisant à la Maison-Blanche, il affirme son intention de persévérer en Irak.

Dans le *National Post*, David Frum tient des propos rassurants : il ne faut pas prendre au sérieux les Cassandre qui annoncent une prochaine pénurie de pétrole. Cela fait trente ans que l'on évoque cette possibilité, mais elle est toujours repoussée par la découverte de nouveaux gisements, et lorsque il n'y en aura plus, d'autres sources d'énergie prendront la relève. Malheureusement, cette argumentation lénifiante ne répond pas aux problèmes posés. Personne ne doute qu'il existe une multiplicité de sources d'énergie, mais elles ne sont pas toutes utilisables de la même manière : on ne fera jamais rouler les voitures avec des éoliennes, ni fonctionner les fonderies avec des panneaux solaires. Et l'énergie fossile, elle, n'est pas renouvelable à court terme. Ancien rédacteur des discours du président Bush, l'auteur vise en fait à rassurer ses lecteurs sur un autre sujet : s'il n'y a pas de pénurie de pétrole à l'horizon, ce n'est donc pas pour ce mobile bassement matérialiste que les États-Unis se sont engagés en Irak.

Dans un ouvrage à paraître, dont *Le Figaro* publie les bonnes feuilles, François Heisbourg plaide pour une action commune des États-Unis et de l'Union européenne pour moderniser le Proche-Orient. Cependant il ne démontre pas le

bien-fondé de sa proposition et préfère la justifier par divers bons sentiments appuyés sur une série de présupposés : l'Union européenne dispose d'une politique étrangère commune indépendante et cohérente, les États-Unis et l'Union ont les mêmes valeurs, ils ont les mêmes adversaires et les mêmes intérêts au Proche-Orient. C'est une forme de pensée circulaire, caractéristique des think-tanks anglo-saxons : dénuée d'esprit critique, elle conduit par nature à l'approbation des politiques dominantes et aux louanges des puissants. A contrario, ce texte illustre la difficulté de l'Alliance atlantique à entraîner une partie des Européens dans son aventure proche-orientale.
La même remarque vaut pour sept anciens ministres des Affaires étrangères de l'Alliance atlantique. Ils signent un appel commun dans le *Washington Post* pour joindre les efforts de la carotte européenne et du bâton états-unien pour dissuader l'Iran de poursuivre son programme nucléaire.

Réseau Voltaire

Richard Kohn

Richard Kohn dirige le cursus « Peace, War, and Defense » à l'université de Caroline du Nord. Ancien directeur du département Histoire de l'US Air Force, il travaille sur un livre consacré à la direction présidentielle en temps de guerre. Il a été secrétaire exécutif de l'U.S. Commission on National Security/21st Century.

« Quatre années de plus (de guerre) »

Source : Washington Post
Référence : « Four More (War) Years », par Richard Kohn, *Washington Post*, 16 janvier 2005.

W. Bush aime se désigner comme un « président de guerre », mais alors qu'il va s'engager dans un second mandat, il se trouve dans une situation à laquelle aucun président n'a jamais été confronté. Seulement trois présidents avant lui ont entamé un second mandat alors que le pays était en guerre : Lincoln, Roosevelt et Nixon. Les deux premiers ont pu commencer leur second mandat en se concentrant sur la paix qui viendrait après une guerre finissante qu'ils savaient avoir gagné. Nixon devait quant à lui chercher un accord pour désengager les États-Unis d'une guerre commencée par ses prédécesseurs et qui était déjà perdue. Quand le 43ième président des États-Unis prêtera serment, il saura que l'Histoire le jugera sur la façon dont il dirigera ce qu'il a appelé la « guerre au terrorisme globale » et comment il va désengager les États-Unis d'Irak. Étant entré dans un territoire sans carte, Bush doit démontrer la flexibilité et l'imagination nécessaire pour construire les alliances nécessaires dans un conflit qui durera sûrement plus longtemps que sa présidence. Difficile de prédire ce qui va se passer et l'image que l'Histoire gardera de notre président. L'expression « président de guerre » se retournera sans aucun doute contre lui si les États-Unis sont frappés par une nouvelle attaque, si les terroristes se développent et menacent nos intérêts au Moyen-Orient ou si l'Irak devenait un pays ennemi. Par le passé, Bush a utilisé les discours présidentiels pour rallier le pays, mais il n'a pas tenu ses promesses sur le long terme. Il a identifié le mauvais ennemi (le terrorisme plutôt que les « terroristes radicaux islamistes ») est tombé dans la rhétorique du bien et du mal et n'a pas mobilisé

la population pour la préparer à faire des sacrifices. Il n'est pas parvenu à lancer des actions bipartisanes et n'accepte pas de reconnaître ses erreurs.
La situation la plus proche de celle vécue par Bush est celle d'Harry Truman. Il avait profité de son discours inaugural pour désigner l'ennemi, c'est ce que Bush doit faire également. Il doit en profiter pour réaffirmer les valeurs américaines et présenter notre stratégie pour l'avenir car il doit comprendre que sa présidence sera « fondatrice ». Il doit prendre des mesures engageant les États-Unis sur le long terme. À ce titre, les nouvelles nominations vont dans le bon sens.

George W. Bush

George W. Bush (Le roi de carreau du régime Bush) est président des États-Unis.

« Interview de George W. Bush »

Source : Washington Post
Référence : « Transcript of Bush Interview », par George W. Bush, *Washington Post*, 16 janvier 2005. Ce texte est adapté d'une interview. Nous avons choisi de ne traiter que les questions ayant un lien avec la politique étrangère de l'administration Bush.

Le rapport du National Intelligence Council insiste sur le fait que les États-Unis doivent garder l'offensive. Cela peut passer par la collecte et le partage du renseignement avec nos alliés et c'est ce que nous faisons. Je crois également qu'un Irak libre sera une défaite majeure pour le mouvement salafiste et le mouvement extrémiste. Les troupes états-uniennes ne quitteront pas l'Irak tant qu'elles n'auront pas accompli leur mission qui consiste, entre autre, à former les Irakiens au combat contre les terroristes.
Il faut combattre ceux qui veulent saper le processus de démocratisation et retarder les élections et il faut entraîner les troupes. Je ne peux pas dire quand cela sera terminé. Tout ce que je peux dire, c'est que je suis impressionné par la détermination des Irakiens à mener à bien ces élections, c'est ce qui est ressorti de mes entretiens avec Iyad Allaoui et le président Yawar. Quoi qu'il en soit, il faut que les États-Unis comprennent que cette élection fait partie d'un processus. Notre gestion de la situation en Irak a été jugée par les électeurs lors des élections de novembre 2004 et entre les deux candidats, c'est moi qu'ils ont choisi, je les en remercie.
Nous faisons face à une période difficile. En temps de guerre, tout ne se passe pas comme prévue. Il faut pratiquer des adaptations de stratégie et la mise en place d'une démocratie est longue, il n'y a qu'à voir notre propre histoire. Toutefois, je suis optimiste. Je ne pense pas demander au Congrès davantage de mobilisation de la réserve et de la Garde nationale.
On parle d'antiaméricanisme dans le monde musulman, mais les Afghans font partie de ce monde et ils sont heureux des résultats de l'action des États-Unis et les réformateurs iraniens soutiennent notre fermeté. Notre image n'est pas la même partout. Nous devons continuer à expliquer notre politique. Il y a aussi des régions du monde, comme l'Europe, où notre politique n'est pas appréciée, mais je fais ce que je pense juste.

David Frum

David Frum a été rédacteur des discours de George W. Bush, notamment celui sur l'« Axe du mal ». Il est aussi rédacteur de *National Review* et membre de l'American Entreprise Institute.

« Ne craignez pas de manquer de pétrole »

Source : National Post
Référence : « Don't Worry About Running Out of Oil », par David Frum, *National Post*, 13 janvier 2005.

J'ai grandi dans les années 70, les années des économies d'énergie et des discours sur la fin du pétrole. Le 18 avril 1977, Jimmy Carter déclarait à la télévision que sans changement de politique, le monde finirait par consommer plus de pétrole qu'il n'en produirait à la fin des années 80. Au lieu de cela, le prix du pétrole a baissé et hormis pendant la Guerre du Golfe, il resta bas jusqu'à la fin du siècle. Aujourd'hui, que le prix du baril monte à nouveau, le monde s'inquiète de nouveau d'un « pic de Hubbert », du nom du géophysicien ayant prédit quand aurait lieu le pic de production pétrolière aux États-Unis. Ceux qui suivent ses théories estiment que le pic pétrolier aura lieu en 2015. Peut-être ont-ils raison (après tout, il peut arriver un jour et pourquoi pas en 2015), mais le sommet de la production de pétrole ne veut pas dire que nous allons manquer de pétrole.

Le pétrole n'est pas une ressource limitée, des recherches permettent d'en trouver plus. Quand Jimmy Carter fait son discours en 1977, on estimait les réserves disponibles dans le Golfe persique à 74 milliards de barils. Aujourd'hui, on les estime les réserves à 700 milliards. En outre, la consommation n'a pas augmentée de façon exponentielle comme on l'avait cru dans les années 60. On l'a vu aux États-Unis, la demande s'adapte aux prix. On peut aussi penser que progressivement, d'autres sources énergétiques remplaceront le pétrole et que celui-ci perdra de son intérêt.

François Heisbourg

François Heisbourg est directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, président du Conseil d'administration de l'International Institute for Strategic Studies et

« L'Europe, l'Amérique et la modernisation du Moyen-Orient »

Source : Le Figaro
Référence : « L'Europe, l'Amérique et la modernisation du Moyen-Orient », par François Heisbourg, *Le Figaro*, 17 janvier 2005. Ce texte est adapté d'extrait du prochaine livre de l'auteur *La Fin de l'Occident ? L'Amérique, l'Europe et le Moyen-Orient*, qui paraît jeudi 20 janvier 2005.

Les relations entre les États-Unis et les peuples du Moyen-Orient arabe sont actuellement si mauvaises qu'il y a lieu pour les Européens de s'interroger sur l'opportunité d'une convergence euro-américaine autour des grands problèmes qui se posent dans la région. Une association trop étroite entre l'Europe et les

expert d projet Strengthening the Global Partnership du Center for Strategic and International Studies. Il est ancien membre de la représentation permanente de la France à l'ONU, ancien conseiller au ministère français des Affaires étrangères et ancien vice-président de MATRA-Défense-Espace. Il est l'auteur de *Hyperterrorisme, la nouvelle guerre*.

États-Unis risque de confirmer aux yeux de l'opinion arabe ce que martèlent les groupes jihadistes : le pays de la « mécréance » constitue un tout, les Juifs et les croisés étant décidés à poursuivre l'humiliation des vrais croyants. Cette différenciation doit cependant se fonder sur l'action et sur un partage du travail, pas sur l'antiaméricanisme

Chronologiquement, la première question à laquelle les Européens seront confrontés sera l'Irak. Après les élections dans ce pays, il est tout à fait possible que le nouvelle administration décide de se désengager ou bien qu'elle tente d'obtenir une victoire décisive sur le terrain par une augmentation du nombre des forces déployées, avec un calendrier s'achevant au plus tard dans les mois qui précéderont les élections législatives américaines de milieu de mandat de novembre 2006. Dans les deux cas, le concours des alliés des États-Unis sera demandé.

Les Européens souhaitent que sur la question israélo-palestinienne, les États-Unis reviennent à la position de Bill Clinton pendant son second mandat et le second mandat Bush pourrait réserver des surprises. Sur le plan politique, il est plus proche d'Ariel Sharon, mais il est favorable à la solution des deux États, comme la majorité de la population israélienne et même du Likoud. Il existe donc un socle sur lequel Washington peut compter. Les Européens manifestent une grande unité vis-à-vis du problème israélo-palestinien par leur soutien unanime à la « feuille de route ». Malheureusement, l'opinion israélienne et les gouvernements successifs d'Israël perçoivent l'Europe comme étant animée par un biais « indécrottablement » antisioniste, pro-arabe et pro-palestinien, voire antisémite. Cette défiance vis-à-vis de l'Europe en Israël se fonde sur l'Histoire, un regain de l'antisémitisme sur notre continent, mais aussi sur l'opposition entre un projet européen qui tend à dépasser les nationalismes alors qu'Israël est l'expression d'un nationalisme militant (le sionisme). Cette différence de nature dans les projets contribue à expliquer la compréhension et parfois la complaisance dont ont bénéficié au cours des trois dernières décennies les mouvements palestiniens, même dans leurs manifestations les plus violentes, puisque le peuple palestinien est perçu comme une victime soumise à la violence de l'occupation israélienne, considérée comme étant d'un autre âge. Dans ces conditions, les prises de position européennes tendent à être écartées par principe en Israël, ce qui est gênant lorsqu'il s'agit de peser sur un règlement de paix.

La France jouit d'une certaine côte de popularité dans les pays arabes, mais cette popularité ne vaut pas influence politique et stratégique. En dernière analyse, parmi les acteurs extérieurs, seuls les États-Unis sont pris au sérieux. Ils peuvent être honnis et rejetés dans le monde arabe : mais ce rejet est précisément à la hauteur de l'influence qui leur est prêtée s'agissant de l'attitude d'Israël. Le monde arabe sur-estime vraisemblablement les capacités de Washington dans ce domaine, mais il est indéniable que les États-Unis ont une capacité d'influence, ce qui n'est pas le cas de l'Europe. L'unanimité des Européens sur la feuille de route ne se traduit par aucune influence et pour obtenir cette influence, l'Union européenne doit s'investir dans la construction d'une politique commune sur la modernisation du Moyen-Orient. Après tout, c'est là où se joue en définitive le devenir, ou de préférence, le non-devenir, de la « massification » du jihadisme d'Al Qaïda, du « choc des civilisations ».

Le projet de « Grand Moyen-Orient » des États-Unis est mort-né, mais au moins ont-ils eu le mérite d'essayer et de tenter d'intégrer la société civile de la région dans le processus. L'Union européenne pourrait s'appuyer sur le

processus de Barcelone, travailler avec les dirigeants et les représentants non-étatiques et commencer par faire un audit de l'état actuel de l'aide au développement vers les pays participant à ce processus.

un collectif d'anciens ministres des Affaires étrangères

Madeleine Albright, Robin Cook, Hubert Védrine, Lamberto Dini, Lloy Axworthy, Ana Palacio et Jozias van Aarsten.

« Coopérer pour contrer les ambitions nucléaires de l'Iran »

Source : Washington Post
, Le Monde
, Clarin
Référence : « How to Approach Iran », par un collectif d'anciens ministres des Affaires étrangères, *Washington Post*, 13 décembre 2004.
« Coopérer pour contrer les ambitions nucléaires de l'Iran », *Le Monde*, 30 décembre 2004.
« Freno al programa nuclear iraní », *Clarin*, 14 janvier 2005.

Les ministres des Affaires étrangères de France, d'Allemagne et de Grande Bretagne ont rencontré le négociateur en chef iranien sur la question nucléaire, mais les États-Unis n'ont pas participé aux discussions et certains pensent qu'ils espèrent leur échec. Toutefois, si les États-Unis et l'Europe tentent d'empêcher l'Iran de devenir une puissance nucléaire, cela nécessite de la coordination et de nouvelles approches des deux côtés de l'Atlantique.
Nos anciennes fonctions nous poussent à nous intéresser et à nous préoccuper de la possibilité d'un Iran nucléaire. Sous les auspices de l'Aspen Institute, nous avons débattu de la question et sommes arrivés à la conclusion que l'unique solution de ce problème passe par une coopération transatlantique, seule capable d'installer une politique crédible de la carotte et du bâton pour obtenir une coopération totale de l'Iran :

- L'Iran a pour objectif de profiter des dissensions à son sujet entre l'Europe et les États-Unis. Nous devons contrer cette politique de division et s'accorder sur nos objectifs : empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire, mais pas un programme civil.
- Les fournisseurs de combustible nucléaire doivent garantir l'offre de combustible à l'Iran.
- L'administration doit soutenir l'accord obtenu par les Européens et les Européens doivent se tenir prêts en revanche à changer de stratégie si l'accord n'est pas respecté.